

FONDATION MARCEL HICTER POUR LA DEMOCRATIE CULTURELLE ASBL

**FORMATION ET MÉTIERS DE LA CULTURE POUR
LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL LOCAL**

**SÉMINAIRE RÉGIONAL SUR « CULTURE ET STRATÉGIE DE
DÉVELOPPEMENT LOCAL »
DAKAR, DU 7 AU 9 JUILLET 2008**

une analyse de Raymond Weber

**OCTOBRE
2008**

FORMATION ET MÉTIERS DE LA CULTURE POUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL LOCAL

SÉMINAIRE RÉGIONAL SUR « CULTURE ET
STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT LOCAL »

DAKAR, DU 7 AU 9 JUILLET 2008

par Raymond Weber, Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE,
membre de l'AG de la Fondation Marcel Hicter asbl

Je voudrais aborder le thème qu'on m'a proposé à partir de trois étapes, largement subjectives, mais qui permettent – me semble-t-il – de caractériser les tendances générales concernant l'évolution des politiques culturelles au niveau des villes et l'évolution subséquente de la problématique de la formation aux métiers de la culture :

- dans les années 80, on peut constater, notamment à travers différents projets menés au sein du Conseil de l'Europe sur villes, régions et quartiers, que les villes deviennent progressivement porteuses de modernité, d'innovation et de recherche.

Les concepts-clefs qui marquent la recherche et l'action à l'époque sont : décentralisation et autonomie, démocratie culturelle et nouveaux modèles de participation, action (socio-)culturelle, community development, Soziokultur, expérimentation.

C'est l'époque où la professionnalisation culturelle se développe rapidement, du moins dans les pays européens, et où la nécessité d'une formation aux (anciens et nouveaux) métiers culturels se fait sentir avec force tant au niveau national qu'aux niveaux local et régional.

C'est dans les années 80 aussi que les premières formations culturelles au niveau international se mettent en place, telles que le Diplôme de la Fondation Marcel Hicter en Europe et la formation du CRAC¹ à Lomé ;

- dans les années 90, en Europe, c'est l'aménagement des friches industrielles et urbaines, telles que la Belle de Mai à Marseille ou la Laiterie à Strasbourg. Une attention particulière est donnée au non-institutionnel, aux marges, aux émergences et aux croisements culturels. Il s'agit de promouvoir de nouvelles formes et de nouvelles modalités d'action artistique et culturelle, à la croisée de l'artistique,

du culturel, du social et de l'urbain.

Les concepts-clefs de cette époque sont : friches, fabriques et laboratoires culturels, comme lieux d'expérimentation, de réinterrogation, de réappropriation et de création de nouvelles solidarités, cultures urbaines, renouveau de l'espace public, comme espace physique, à travers l'architecture et l'urbanisme, mais aussi comme espace de délibération et de construction démocratique.

La demande de formation, de la part des jeunes, concerne le hip-hop, le graph, le breakdance, la médiation et le transfert de savoirs. Au niveau européen, des programmes d'échanges de jeunes et de résidences d'artistes (tels que les Pépinières européennes pour jeunes artistes) sont souvent reliés aux friches industrielles et urbaines ;

- dans les années 2000, tant en Europe qu'en Afrique, ce sont les arts de la rue qui éclatent, souvent reliés à un festival ou un autre grand événement culturel. Tout comme le développement des technologies de l'information et de la communication au service des arts et de la culture, les arts de la rue font exploser les barrières entre les différentes disciplines artistiques, entre les différentes cultures, entre culture et le vivre-ensemble en général, entre des pratiques amateurs et des pratiques professionnelles, entre le statut de consommateur et celui d'acteur et de « créateur ».

A Missira (Bamako), Aminata Traoré, ensemble avec son association Yelen, assainit et restaure le quartier, avec la participation active de la population, et notamment des femmes et des jeunes. C'est la mise en œuvre concrète de quelques-

uns des principes de base du Manifeste altermondialiste de Porto Alegre. Mais c'est aussi, déjà, la réalisation, avant même l'adoption officielle à Barcelone, en 2004, de quelques-uns des principes de l'Agenda 21 pour la Culture !

Au niveau du Club de Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE², nous préparons actuellement un rapport sur l'Afrique de l'Ouest, ensemble avec la CEDEAO³. Thème de ce rapport : les ressources pour le développement. Nous y insistons sur l'importance centrale du capital social, culturel et humain, à côté du capital naturel et du capital physique et financier, mais aussi comme dimension essentielle des autres capitaux. Les mots-clés de ce chapitre sur le capital social, culturel et humain : économie créative (cfr le récent rapport de la CNUCED⁴ à ce sujet), Afrique créative, cités créatives (cfr Richard Florida : « The rise of the creative class »), décloisonnement du champ culturel, développement durable, mobilité, connectivité et réseaux, coopération, interaction des secteurs (public, privé et civil) et des « niveaux » (Union africaine, CEDEAO, UEMOA⁵, Etat, régions, villes et communes, fonctionnant en subsidiarité et en complémentarité).

A cause des nouveaux enjeux de la culture, notamment par rapport à la mondialisation, aux nouvelles interactions entre culture et développement, au décloisonnement du champ culturel et à la nécessité de refonder les politiques culturelles, la nécessité de la formation aux métiers de la culture se fait sentir de manière de plus en plus pressante.

2. Tout comme l'état des politiques culturelles en Afrique de l'Ouest (dont la formation, à côté de la mise en valeur du patrimoine culturel et de la promotion de la création et de la diffusion culturelles devrait être l'un des piliers majeurs), l'état de la formation aux métiers culturels n'est pas brillant. Comme nous le montre un récent répertoire dressé par l'OCPA⁶, la « durabilité » et l'esprit d'innovation des structures de formation aux métiers de la culture laisse à désirer, surtout face à quelques-uns des grands défis d'aujourd'hui : promouvoir la diversité culturelle, développer une économie de la culture sans instrumentalisation de la culture, faire de la culture une dimension essentielle du développement et du vivre-ensemble d'une société.

Néanmoins, quelques initiatives intéressantes se développent, telles que l'Université Senghor à Alexandrie, le Conservatoire des Arts et Métiers Multimédia à Bamako (CMM), les formations données par l'Ecole du Patrimoine Africain (EPA) à Porto-Novo ou par le West African Museum Programme (WAMP) à Dakar.

A signaler aussi les nouveaux espaces de formation qui se développent autour de Festivals, de Rencontres ou d'autres manifestations à caractère continental ou régional.

QUI FORMER ?

Le décloisonnement du champ culturel et le développement de nouvelles fonctions de la culture nous amènent à redéfinir de manière large le champ de la formation cultu-

relle.

* Il y a évidemment d'abord la formation des artistes, à travers des formations de base, mais aussi grâce à des suppléments de formation (p.ex. dans le domaine des TIC ou du travail en réseau).

* Il y a ensuite la formation des agents et acteurs culturels, et notamment de celles et de ceux qui veulent en faire un métier.

Deux remarques à faire en ce domaine : si l'Etat a su, plus ou moins bien, former ses administrateurs culturels, il n'en est pas de même des acteurs culturels du privé. Africrédation avait essayé dans le temps, à Lomé, de former des managers et entrepreneurs culturels. Mais cette initiative a été sans lendemain. Or, il est évident que si l'on veut développer une vraie économie de la culture, il devient urgent de former des entrepreneurs culturels pour le privé.

Par ailleurs, et c'est ma 2e remarque, il faut être conscient que, comme le secteur culturel se développe plus rapidement aujourd'hui que d'autres secteurs (en Europe, les métiers de la culture représentent autour de 5% de la population active), de nouveaux métiers culturels vont se développer. Toute formation doit donc rester ouverte à ces nouveaux métiers émergents.

* Il y a aussi la formation aux « para-métiers culturels » : je pense aux journalistes, aux critiques d'art, aux métiers de l'artisanat et du tourisme, aux banquiers (condition nécessaire pour une utilisation optimale du Fonds de garantie des industries culturelles ou du Fonds régional pour la promotion de la coopération et des échanges culturels en Afrique de l'Ouest).

* Si l'on veut pleinement réaliser la prise en compte de la dimension culturelle du développement, il y a, enfin, la formation des élus politiques, et cela à tous les niveaux : local, régional, national, aux niveaux de l'UEMOA et de la CEDEAO.

FORMER À QUOI ?

Je reviens ici à un champ plus étroit des métiers de la culture : formation des administrateurs et des agents culturels du privé. On s'aperçoit vite qu'on demande beaucoup, avec une grande responsabilité, à des gens dont le statut social reste faible et fragile. Si l'on veut augmenter l'attractivité des métiers culturels, il faudrait donc commencer par affirmer et « sécuriser » quelque peu leur statut.

° Aujourd'hui, il convient d'abord de former aux « fondamentaux » de l'action culturelle : sauvegarde et mise en valeur du patrimoine, promotion de la création et de la diffusion artistiques et culturelles, développement de la transmission des savoirs ;

° Il est important, par ailleurs, que l'agent culturel soit formé aux techniques du management, aux éléments de base de l'économie culturelle et aux techniques de l'information et de la communication ;

° Il est souhaitable, par ailleurs, qu'il soit formé aux droits culturels et à une démarche éthique de coopération cultu-

relle ;

° L'agent culturel doit aussi savoir contextualiser, décloisonner le champ culturel, pratiquer l'interdisciplinarité, assurer un développement durable ;

° Sans oublier, qu'il doit pouvoir jouer le rôle de médiateur, entre les artistes et les publics, ainsi qu'entre les trois secteurs (public, privé, civil) ;

° Enfin, il doit savoir travailler en réseau et rechercher la coopération avec d'autres partenaires, chaque fois que de besoin.

On peut voir qu'on demande aujourd'hui beaucoup aux administrateurs et gestionnaires de projets culturels. S'y ajoutent des compétences qui ne peuvent pas toujours être enseignées, telles que le respect – et le désir – de l'autre, dans son altérité et dans son identité, le goût du risque et du dépassement des frontières, la rigueur dans la démarche et la souplesse dans les méthodes.

Il est donc vital qu'à tous les niveaux de politique culturelle (locale, régionale, nationale, UEMOA et CEDEAO), la formation occupe une place centrale dans les stratégies de développement.

Notes

1 - Centre Regional d'Action Culturelle

—

2 - Organisation de Coopération et de Développement Economique

—

3 - Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

—

4 - Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement

—

5 - Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

—

6 - Observatory of Cultural Policies in Africa